

REVUE DE PRESSE

**AUTOUR DES ACTUALITÉS LIÉES
AU COMMUNIQUÉ DE PRESSE SIDEP**

27 OCTOBRE 2022

Sommaire

<i>Demandes presse entrantes suite au CP SIDEP</i>	6
RETOMBÉES LIÉES À L'ENVOI DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LE SIDEP	7
AGENCE DE PRESSE	7
AFP – Budget Sécu : les biologistes prêts à se débrancher du fichier des tests Covid	7
AFP – Budget Sécu: Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid	7
PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE	8
Le Monde – Budget de la « Sécu » : les laboratoires d'analyse menacent de cesser la transmission des données des tests de dépistage du Covid-19	9
Les Échos – Bras de fer entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement..	9
L'Humanité – Les laboratoires font pression	11
La Croix – Les essentiels France	11
Le Journal du Dimanche – Budget de la Sécu : les laboratoires menacent de suspendre la transmission des données liées au Covid-19	11
L'Obs (avec AFP) – Les biologistes ne ficheront plus les résultats des tests Covid pour contester les restrictions budgétaires	12
Huffington Post (avec AFP) – Chiffres du Covid : le budget de la Sécu perturbe le suivi de l'épidémie	13
Atlantico – Budget de la Sécurité Sociale : les laboratoires d'analyse menacent le gouvernement	13
Marianne – Mécontents du budget de la Sécu, les laboratoires d'analyses se débranchent du fichier des tests Covid	14
Marianne – Tests Covid: les labos de biologie médicale aussi font des superprofits	14
France 24 (avec AFP) – Coup de sang entre les biologistes et le gouvernement	15
La Croix (avec AFP) – Coup de sang entre les biologistes et le gouvernement	15
Top Santé – Pourquoi les biologistes veulent-ils suspendre la transmission des résultats de tests Covid ?	16
PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE	17
Le Parisien (avec AFP) – Budget de la Sécu : les biologistes, opposés au projet, se débranchent du fichier des tests Covid	17
Sud Ouest (avec AFP) – Budget Sécu : pour protester, les biologistes menacent de se débrancher du fichier des tests Covid	17
Le République Lorrain – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid	17

Le Progrès – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid	18
Le Dauphiné – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid	19
L’Alsace.fr – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid.....	20
Le Journal du Saône-et-Loire – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid.....	21
DNA – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid.....	23
Ouest France – Budget Sécu. Les biologistes prêts à se débrancher du fichier des tests Covid.....	24
Midi Libre – Covid-19 : pourquoi les biologistes vont-ils boycotter la base de données SI-DEP des tests Covid ?.....	25
La Provence – Coronavirus : les biologistes refusent de payer l'addition	26
L’Ardennais – Covid-19: pourquoi les biologistes vont-ils cesser d'alimenter la base de données SI-DEP des tests Covid ?	27
La Dépêche – Covid-19 : pourquoi les laboratoires d'analyse français ne vont plus transmettre les résultats des tests de dépistage	28
Nice Matin – Les laboratoires ne transmettront plus les résultats des tests Covid à partir du 27 octobre.....	29
DNA – En grève, les labos ne transmettent plus les tests	29
L’Alsace – En grève, les labos ne transmettent plus les tests	30
Le Dauphiné – Les labos font la grève des résultats des tests	31
Vaucluse Matin – Les labos font la grève des résultats des tests	32
Var Matin – Le suivi de l’épidémie de Covid-19, c’est terminé : les acteurs de la biologie médicale.....	33
La Provence – Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid.....	34
Le Huffington Post (avec AFP) – Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid	34
Le Parisien et Aujourd’hui en France – Colère des biologistes : bientôt une grève des laboratoires médicaux ?.....	35
Ouest France – Le conflit entre les biologistes et le gouvernement bloque le suivi de l’épidémie de Covid-19	37
TV / Radio	39
BFM Business (avec AFP) – LABORATOIRES D'ANALYSES: POURQUOI LES BIOLOGISTES VONT CESSER D'ALIMENTER LES FICHIERS DE TESTS COVID.....	39

TF1 – Les laboratoires menacent de ne plus transmettre les données des tests Covid ...	39
Europe 1 – Covid : pourquoi les biologistes vont cesser d'alimenter le fichier des tests de dépistage	40
TF1 – Fin de la remontée des données des tests Covid : "Le risque est d'avoir un temps de retard à l'hôpital"	41
Sud Radio – Budget de la Sécurité Sociale : les biologistes en colère	42
Europe 1 – Gabriel Attal juge «inacceptable» que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid.....	43
CNEWS – Covid-19 : pourquoi les laboratoires suspendent-ils la transmission des résultats des tests de dépistage ?.....	44
Presse spécialisée (santé et économique).....	45
Le Generaliste (avec AFP) – En colère, les biologistes prêts à ne plus partager les données des tests Covid	46
Le Quotidien du Médecin – Pour protester contre le budget de la Sécu, les biologistes n'alimenteront plus Sidep « jusqu'à nouvel ordre ».....	46
Le Quotidien du Pharmacien – Les biologistes entrent en grève du SIDEp	47
JIM – PLFSS : la fronde des labos de biologie médicale est déclarée !	48
Capital – Résultats des tests Covid : “Les patients ne seront pas pénalisés”, promet Alain Le Meur.....	48
EDP Biologie – Suspension de la transmission des données SIDEp	49
Le Quotidien du Médecin – Arrêt du Sidep dans les laboratoires : les biologistes hospitaliers ne suivront pas, le ministre du Budget « assume » l'économie demandée..	50
Fil d'actualités	51
France Info (avec AFP) – Opposés au budget de la Sécurité sociale, les biologistes menacent de cesser d'alimenter le fichier de données des tests Covid-19.....	51
Actu.fr – Les laboratoires ne vont plus transmettre les résultats des tests Covid : on vous explique pourquoi	52

Demandes presse entrantes suite au CP SIDEP

Ces demandes ont été reçues et traitées ce jour

Média	Type	Nom	Prénom	Demande	Date de la demande	Réponse	Etat
Interviews							
Capital	PQN	Robin	Caroline	ITW ALM	26-oct	Oui	Réalisée
France Info	Radio	Hallier	Boris	ITW ALM	26-oct	Oui	Réalisée
Egora	Presse spécialisée	Marques	Aveline	ITW ALM	26-oct	Oui	Réalisée
Contexte	Presse spécialisée	Daniel	Justine	ITW ALM	26-oct	Oui	Réalisée
Le Monde	PQN	Chaffin	Zeliha	ITW ALM + FB	26-oct	Oui	Réalisée
L'Express	PQN	Chabroust	Julien	ITW ALM	26-oct	Oui	Réalisée
Demande de précisions par appel							
BFM Business	Presse spécialisée	Cornet	Hélène	Appel	26-oct	Oui	Réalisée
France Bleu Auvergne	PQR	Labbé	Axelle	Appel	26-oct	Oui	Réalisée
Actu.fr	PQN	Johann	Foucault	Appel	26-oct	Oui	Réalisée

RETOMBÉES LIÉES À L'ENVOI DU COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LE SIDEP

AGENCE DE PRESSE

AFP – Budget Sécu : les biologistes prêts à se débrancher du fichier des tests Covid

26/10/2022

Opposés au "rabet aveugle" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) à compter de jeudi.

"Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre", déclare à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", prévient-il. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

La profession entend ainsi "envoyer un message" au gouvernement, qui n'a pas modifié son projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoyant "une baisse des tarifs par arrêté" à défaut d'un "accord présentant des économies significatives" avant le 1er février, à hauteur "d'au moins 250 millions".

"Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie", a répété le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par "une rentabilité déjà élevée avant la crise" et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards "de chiffre d'affaires lié aux tests" depuis deux ans.

Les biologistes ont pourtant proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. "D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabet totalement aveugle", résume M. Le Meur, qui prévient que les biologistes sont "capables d'aller plus loin", jusqu'à "une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas".

L'examen du budget de la Sécu à l'Assemblée, interrompu par l'usage du 49.3 sur la partie "recettes", a repris mercredi soir sur le volet "dépenses", où figure l'article contesté.

AFP – Budget Sécu: Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid

27/10/2022

Paris, 27 oct 2022 (AFP) - Le ministre du Budget, Gabriel Attal, a jugé jeudi "inacceptable" la décision des biologistes de ne plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) en raison du rabot que prévoit le budget de la Sécu.

Opposés au "rabot aveugle" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter ce fichier à compter de jeudi.

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

Cette décision "est inacceptable", a réagi jeudi sur France info Gabriel Attal.

"On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid, ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros", a-t-il rappelé.

"7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus grâce aux tests Covid payés par la Sécurité sociale pendant la crise Covid, dans un secteur qui est déjà très rentable qui a des marges qui sont passées je crois de 18% à 26%", a-t-il insisté.

Il "assume" ainsi de leur "demander un effort dans le budget de la Sécurité sociale de 250 millions d'euros en 2023".

"Tout le monde fait des efforts (...) dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée", a encore dit le ministre.

Les biologistes ont de leur côté proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid.

La Première ministre Elisabeth Borne a de nouveau engagé mercredi soir à l'Assemblée la responsabilité de son gouvernement via le 49.3, sur l'ensemble du projet de budget 2023 de la Sécurité sociale.

PRESSE QUOTIDIENNE NATIONALE

Le Monde – Budget de la « Sécu » : les laboratoires d'analyse menacent de cesser la transmission des données des tests de dépistage du Covid-19

26/10/2022

Les biologistes protestent ainsi contre la baisse de leurs tarifs prévue par le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ils n'alimenteront plus le fichier national des tests à partir de jeudi, mettant à mal le suivi de l'épidémie.

Ils dénoncent ce qu'ils appellent un « rabet aveugle » du budget de la Sécurité sociale. Les biologistes ont annoncé mercredi 26 octobre qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-Dep) à compter de jeudi.

Dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), les laboratoires d'analyses ont été sommés de revoir à la baisse les tarifs de leurs examens courants (hors tests de dépistage du Covid-19). Le gouvernement prévoit, grâce à cette mesure, de réaliser 250 millions d'euros d'économies en 2023.

« Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plate-forme SI-Dep à partir du 27 octobre », déclare à l'Agence France-Presse le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, « il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie », prévient-il. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance-maladie – leur manque à gagner est évalué à 14 millions d'euros par semaine.

« Une rentabilité déjà élevée avant la crise »

La profession entend ainsi « envoyer un message » au gouvernement, qui n'a pas modifié son PLFSS, prévoyant « une baisse des tarifs par arrêté » à défaut d'un « accord présentant des économies significatives » avant le 1er février, à hauteur « d'au moins 250 millions ».

« Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie », a répété le ministre des comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » depuis deux ans.

Les biologistes ont pourtant proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits provenant du surcroît de leur activité dû au Covid-19. « D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabet totalement aveugle », résume M. Le Meur, qui prévient que les biologistes sont « capables d'aller plus loin », jusqu'à « une grève si le gouvernement ne [les] comprend pas ».

L'examen du budget de la « Sécu » à l'Assemblée, interrompu par l'usage du 49.3 sur la partie « recettes », a repris mercredi soir sur le volet « dépenses », où figure l'article contesté.

Les Échos – Bras de fer entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement

26/10/2022

La nouvelle a de quoi faire grimacer les pouvoirs publics sur leurs gardes face au Covid. Mécontents des coupes budgétaires que le gouvernement veut leur imposer, les laboratoires de biologie médicale ont annoncé qu'ils cesseront dès ce jeudi de faire remonter aux autorités sanitaires les résultats des tests de dépistage du Covid-19.

« Vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », arguent dans un communiqué publié ce mercredi les membres de l'Alliance de la biologie médicale, rassemblant à la fois des syndicats et des réseaux de laboratoires, comme Biogroup, Eurofins ou Inovie. La semaine dernière, ceux-ci avaient déjà marqué leur colère en suspendant leur participation au Ségur numérique, visant à améliorer le partage des données entre les professionnels de santé et les patients.

« Un rabot aveugle »

Pour tenter d'améliorer des comptes toujours dans le rouge, le projet de budget de la Sécurité sociale pour 2023, actuellement en discussion à l'Assemblée, prévoit de réaliser « au moins » 250 millions d'euros d'économies sur le secteur de la biologie médicale dès l'an prochain. Le gouvernement et l'Assurance Maladie font valoir que les laboratoires ont tiré leur épingle du jeu pendant la crise sanitaire avec l'envolée des tests Covid. Leur chiffre d'affaires a bondi (+85 % entre 2019 et 2021) tandis que leur rentabilité, en hausse, serait proche de 30 % en 2021, sur fond de consolidation du secteur.

Planifiant aussi des économies sur les dépenses de médicaments ou de radiologie, le projet de budget prévoit que faute d'accord avec les professionnels sur les baisses de tarifs des actes de biologie non liés à la crise sanitaire, l'exécutif pourra les acter par arrêté.

Les biologistes redoutent de se voir imposer au forceps une baisse des tarifs sur plusieurs années, soit, selon eux, « un rabot aveugle », porteur de « risques majeurs » pour leur capacité d'investissement et leurs emplois.

« Une contribution exceptionnelle »

Ils se disent prêts en revanche « à une contribution exceptionnelle » ciblée sur la « suractivité » liée au Covid, qui rapporterait 250 millions d'euros comme souhaité par le gouvernement. Dans le détail, ils proposent de restituer les primes perçues sur les tests de dépistages réalisés rapidement et d'acter une baisse temporaire des tarifs des actes.

Le gouvernement a déjà réécrit largement sa copie sur les dépenses de médicaments mais se montre déterminé à maintenir ses exigences vis-à-vis des biologistes. L'Assurance Maladie propose de baisser le prix de remboursement des tests l'an prochain (50 millions d'euros d'économies) ainsi que le prix des actes de biologie en général (pour dégager 200 millions). Elle n'abat pas ses cartes sur l'évolution des tarifs pour 2024 et 2025, ce qui hérisse les professionnels.

Accessibilité des examens pour tous

En plein débat sur les déserts médicaux, les députés ont par ailleurs fait adopter un

amendement précisant que les laboratoires devront s'engager à « maintenir leurs différents sites sur le territoire de façon à garantir un bon niveau d'accessibilité aux examens ».

« Nous ne serons pas en mesure de le faire si nos moyens diminuent si drastiquement », répond l'Alliance pour la biologie médicale. Pas de quoi convaincre l'Assurance Maladie, persuadée que les demandes d'économies sont compatibles avec le maintien d'une forte présence des laboratoires sur le territoire.

L'Humanité – [Les laboratoires font pression](#)

26/10/2022

Les laboratoires de biologie médicale ont entamé un bras de fer avec le gouvernement.

Ce mercredi, ils ont annoncé que à partir du 27 octobre, plus aucun résultat de test Covid ne sera envoyé sur Sidep, la plateforme qui les centralise pour la Sécurité sociale. « Un signal clair que nous envoyons au gouvernement », a indiqué Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance de la biologie médicale. En cause, la décision de l'État de réduire de 250 millions d'euros par an, jusqu'en 2026, la part du budget de la Sécurité sociale allouée aux actes biologiques du quotidien. Le gouvernement justifie cette coupe en invoquant la hausse des bénéficiaires du secteur durant la crise sanitaire et la nécessité de rééquilibrer le budget de la Sécu. Les laboratoires, eux, dénoncent « un coup de rabot aveugle » qui aura « des conséquences sur l'efficacité du système de santé ».

La Croix – Les essentiels France

26/10/2022

Les biologistes menacent de se débrancher du fichier des tests Covid

Opposés au « rabot aveugle » du budget de la Sécurité sociale, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé, mercredi 26 octobre, qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) à compter de jeudi 27 octobre. Si les patients recevront leurs résultats, « il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie », prévient le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie.

Le Journal du Dimanche – [Budget de la Sécu : les laboratoires menacent de suspendre la transmission des données liées au Covid-19](#)

26/10/2022

Voici un opposant farouche auquel le gouvernement ne s'attendait peut-être pas. Alors que la Première ministre, Élisabeth Borne, a récemment appuyé sur le bouton du 49-3 pour faire

adopter à l'Assemblée le premier volet recettes du budget de la Sécurité sociale , les laboratoires d'analyses ont menacé le gouvernement de cesser la transmission de données liées à l'épidémie de Covid-19. Ce mercredi, le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur, a ainsi affirmé à l'AFP que « devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre ».

La principale cause de mécontentement des laboratoires est la partie du projet de loi portant sur « la baisse des tarifs par arrêté » de leurs examens courants. Grâce à cette mesure, le gouvernement espère réaliser près de 250 millions d'euros d'économies pour la seule année 2023.

Alain Le Meur a néanmoins voulu rappeler que les patients concernés continueront de recevoir les résultats, mais que c'est le suivi de l'épidémie par les autorités qui deviendra impossible. Par cette action, les laboratoires ne seront néanmoins plus remboursés par l'Assurance maladie.

Des laboratoires prêts à faire grève

Mais la gronde des biologistes pourrait ne pas s'arrêter là. Alain Le Meur a ainsi confirmé que les laboratoires étaient « capables d'aller plus loin » et notamment jusqu'à « la grève si le gouvernement ne les comprend pas ». Il a aussi affirmé que sa profession était d'accord pour « une contribution exceptionnelle » ponctionnée sur la seule année 2023 en raison des profits financiers liés à l'épidémie de Covid-19, mais absolument pas pour « un rabot totalement aveugle ».

Face au Sénat, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal , a récemment assumé « de demander des efforts aux laboratoires de biologie », justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par les nombreux tests réalisés au cours des deux dernières années.

L'Obs (avec AFP) – Les biologistes ne fichent plus les résultats des tests Covid pour contester les restrictions budgétaires

26/10/2022

Opposés au « rabot aveugle » du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé ce mercredi 26 octobre qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) à compter de jeudi.

« Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre », déclare à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, « il n’y aura plus de suivi possible de l’épidémie », prévient-il. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l’Assurance maladie – un manque à gagner évalué à 14 millions d’euros par semaine.

Les biologistes capables de se mettre en grève

La profession entend ainsi « envoyer un message » au gouvernement, qui n’a pas modifié son projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoyant « une baisse des tarifs par arrêté » à défaut d’un « accord présentant des économies significatives » avant le 1er février, à hauteur « d’au moins 250 millions ».

« Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie », a répété le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards « de chiffre d’affaires lié aux tests » depuis deux ans.

« Le plus dur, c’est le premier. Après, ça ira... » : les macronistes à l’épreuve du 49.3
Les biologistes ont pourtant proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. « D’accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabot totalement aveugle », résume Alain Le Meur, qui prévient que les biologistes sont « capables d’aller plus loin », jusqu’à « une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas ».

L’examen du budget de la Sécu à l’Assemblée, interrompu par l’usage du 49.3 sur la partie « recettes », a repris mercredi soir sur le volet « dépenses », où figure l’article contesté.

Huffington Post (avec AFP) – [Chiffres du Covid : le budget de la Sécu perturbe le suivi de l’épidémie](#)

Atlantico – [Budget de la Sécurité Sociale : les laboratoires d’analyse menacent le gouvernement](#)

26/10/2022

"Les biologistes ont annoncé mercredi 26 octobre qu’ils cesseront d’alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-Dep) à compter de jeudi" écrit Le Monde.

"Dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), les laboratoires d’analyses ont été sommés de revoir à la baisse les tarifs de leurs examens courants (hors tests de dépistage du Covid-19). Le gouvernement prévoit, grâce à cette mesure, de réaliser 250 millions d’euros d’économies en 2023." explique Le Monde.

"Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, « il n’y aura plus de suivi possible de l’épidémie », prévient le président de l’Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur."

« Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie », a répété le ministre des comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » depuis deux ans.

Marianne – Mécontents du budget de la Sécu, les laboratoires d'analyses se débranchent du fichier des tests Covid

26/10/2022

Les laboratoires d'analyses veulent marquer le coup. Opposés au nouveau budget de la Sécurité sociale, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé ce mercredi 26 octobre qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid-19 (Système d'Information de DEPistage, SI-DEP) dès demain, jeudi 27 octobre. « Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre », a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, « il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie », prévient-il. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie, un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine. La profession entend ainsi « envoyer un message » au gouvernement, qui n'a pas modifié son projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoyant « une baisse des tarifs par arrêté » à défaut d'un « accord présentant des économies significatives » avant le 1er février, à hauteur « d'au moins 250 millions ».

RABOT « TOTALEMENT AVEUGLE »

« Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie », a répété le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » depuis deux ans.

Les biologistes ont pourtant proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid-19. « D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabout totalement aveugle », résume Alain Le Meur, qui prévient que les biologistes sont « capables d'aller plus loin », jusqu'à « une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas ». L'examen du budget de la Sécu à l'Assemblée, interrompu par l'usage du 49.3 sur la partie « recettes » a repris mercredi soir sur le volet « dépenses », où figure l'article contesté.

Marianne – Tests Covid: les labos de biologie médicale aussi font des superprofits

27/10/2022

En 2021, l'explosion des tests Covid a été encore plus rémunératrice pour les laboratoires de ville. Certains ont vu leurs résultats s'envoler de 180%, après une progression de 80% en 2020. Appliqués au 9 milliard d'euros remboursés par la Sécu à ces structures privées sur les années 2020-2021, leurs bénéfices nets (après impôts) s'établiraient à près de deux milliards d'euros. Le gouvernement cherche à réduire de 250 millions leur revenus. Soit pas grand-chose.

Si pour le grand public, les superprofits riment surtout avec TotalEnergies , un autre secteur a vu débouler les milliards pour ses actionnaires. Grâce à l'intensification de l'usage des tests Covid, le chiffre d'affaires des laboratoires de biologie médicale est passé de 5,14 milliards en 2019 à 9,41 milliards d'euros en 2021, soit une progression supérieure à 80% en seulement deux ans. Le phénomène, pour le moins massif, n'a pas échappé au gouvernement.

Pas question pour autant de parler de superprofits, et donc de taxation, pour ce secteur comme l'a encore affirmé Gabriel Attal . Le ministre des comptes publics a seulement confirmé la volonté du gouvernement de réaliser « au moins » 250 millions d'euros d'économies sur le secteur de la biologie médicale dès 2023. De quoi déclencher l'ire des biologistes. En réaction, ils ont décidé de suspendre le renseignement de la base Sidep qui agrège les résultats des tests Covid réalisés par les laboratoires sur le territoire.

Pas de crise pour les actionnaires

En 2021, Marianne avait pris l'exemple d'un laboratoire parisien pour illustrer l'envolée des bénéfices de ces professionnels pour l'exercice 2020. Nous avons actualisé ce travail. En prenant ce même laboratoire test, on constate qu'il n'échappe pas à la dynamique de concentration du secteur (60 % des sites sont aux mains des six plus grands groupes de biologie privés – Biogroup-LCD, Cerballiance, Inovie, Synlab, Eurofins et Unilabs). Ce labo a, lui aussi à son échelle, pris de l'ampleur en fusionnant avec un autre établissement parisien. C'est donc sur cette base nouvelle que nous avons réalisé nos calculs.

En 2021, il a ainsi réalisé 38,5 millions d'euros de chiffres d'affaires, soit une progression de 53% en un an. Comme en 2020, l'activité de test Covid est restée très rémunératrice. Les charges (+ 29%), et notamment les achats de tests (+ 44%), ont progressé beaucoup moins vite que les entrées dans la caisse enregistreuse. Au total, notre labo test a terminé l'année avec 8,4 millions d'euros de bénéfices nets (c'est à dire après impôts). Ce montant, qui remunère les actionnaires, est en hausse de 178% par rapport à 2020. Soulignons une marge nette de 21% : autrement dit, sur les 100 euros entrants dans la caisse, 21 vont directement dans la poche des actionnaires.

France 24 (avec AFP) – [Coup de sang entre les biologistes et le gouvernement](#)

La Croix (avec AFP) – [Coup de sang entre les biologistes et le gouvernement](#)

Top Santé – Pourquoi les biologistes veulent-ils suspendre la transmission des résultats de tests Covid ?

27/10/2022

Les biologistes ont annoncé qu'ils allaient cesser d'alimenter le fichier de données SI-DEP, ce fichier qui permet de suivre l'épidémie Covid.

Une menace qui fait suite au budget de la Sécurité Sociale pour 2023. Explications.

Le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) prévoit d'imposer 250 millions d'euros d'économies par an aux laboratoires de biologie.

Mécontents, les biologistes s'y opposent et menacent de cesser d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid-19, le fichier SI -DEP. "Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre", a expliqué à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Concrètement, les patients pourront continuer à effectuer des tests Covid PCR et antigéniques et à recevoir leurs résultats, mais "il n'y aura plus de suivi de l'épidémie". Car jusqu'à présent, les biologistes notifient les résultats dans la base SI-DEP. Ainsi toutes les données permettent à Santé Publique France, de suivre le nombre de tests positifs quotidiens et d'affiner la stratégie de prise en charge de l'épidémie.

Cet outil essentiel de suivi et de prévention de l'épidémie ne sera donc plus alimenté. En outre, ce chantage aura un coup pour les laboratoires, qui ne seront plus remboursés par l'Assurance maladie : un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

Devant le Sénat, le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, a justifié la mesure par "une rentabilité déjà élevée avant la crise" et encore accrue par un surcroît de plus de sept milliards "de chiffre d'affaires lié aux tests" depuis deux ans. Pour les biologistes, cette mesure est acceptable "exceptionnellement" pour l'année 2023 mais "pas pour un rabet totalement aveugle", a fustigé Alain Le Meur, le président de l'Alliance pour la biologie médicale. Les professionnels du laboratoire ont enfin déclaré être "capables d'aller plus loin", jusqu'à "une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas".

L'Assurance maladie a réagi ce 27 octobre à cette action. Prendre en otage ainsi le suivi de l'épidémie du Covid-19 est inacceptable au regard du contexte sanitaire et des enjeux de santé publique" a déclaré Thomas Fatôme, le directeur de la Caisse nationale de l'Assurance Maladie, avant d'appeler "à l'esprit de responsabilité" les biologistes.

Et souligne que le secteur de la biologie médicale se caractérise par une rentabilité financière qui était déjà élevée avant la crise sanitaire (supérieure à 17 % entre 2016 et 2019) et qui s'est encore accrue depuis (entre 20 à 30 % en 2020 et 2021), du fait des tests liés au Covid.

PRESSE QUOTIDIENNE RÉGIONALE

Le Parisien (avec AFP) – [Budget de la Sécu : les biologistes, opposés au projet, se débranchent du fichier des tests Covid](#)

Sud Ouest (avec AFP) – [Budget Sécu : pour protester, les biologistes menacent de se débrancher du fichier des tests Covid](#)

Le République Lorrain – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plate-forme SIDEP, qui assure le suivi de l'épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale dans un communiqué.

Et pour le suivi de l'épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rachat aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Le Progrès – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plate-forme SIDEP, qui assure le suivi de l'épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rachat de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n’étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l’absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l’efficacité du système de santé », écrit l’Alliance de la biologie médicale dans un communiqué.

Et pour le suivi de l’épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l’épidémie. L’Assurance maladie établit l’évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu’à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rachat aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l’examen du budget de la sécurité sociale à l’Assemblée.

Le Dauphiné – Santé. Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d’euros d’économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d’un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d’économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plate-forme SIDEP, qui assure le suivi de l’épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rachat de 250 millions d’euros, prévu chaque année jusqu’en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les

économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale dans un communiqué.

Et pour le suivi de l'épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rachat aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

L'Alsace.fr – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité

sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plate-forme SIDEP, qui assure le suivi de l'épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabet de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale dans un communiqué.

Et pour le suivi de l'épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rabet aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Le Journal du Saône-et-Loire – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale.

En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans , ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la , qui assure le suivi de l'épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit dans un communiqué

Et pour le suivi de l'épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rabot aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le

49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à

DNA – Voilà pourquoi les biologistes vont faire la grève de la transmission des tests Covid

26/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale.

En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid au SIDEP à partir de jeudi.

La tension monte encore d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plate-forme SIDEP, qui assure le suivi de l'épidémie.

Pourquoi les laboratoires font la grève des tests ?

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19. Mardi, au Sénat, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de 7 milliards d'euros.

Qu'est-ce que ça change pour les malades ?

Rien. Les laboratoires continueront à vous tester. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés par la CNAM aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme SIDEP - mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale dans un communiqué

Et pour le suivi de l'épidémie ?

En revanche, la non transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de

cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations ...

Quelles pistes de sortie ?

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rachat aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3 jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Ouest France – Budget Sécu. Les biologistes prêts à se débrancher du fichier des tests Covid

26/10/2022

Les biologistes ont annoncé ce mercredi 26 octobre qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) à compter de jeudi.

Opposés au « rachat aveugle » du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) à compter de jeudi.

« Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre », déclare à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

« Envoyer un message » au gouvernement

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, « il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie », prévient-il. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

La profession entend ainsi « envoyer un message » au gouvernement, qui n'a pas modifié son projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoyant « une baisse des tarifs par arrêté » à défaut d'un « accord présentant des économies significatives » avant le 1er février, à hauteur « d'au moins 250 millions ».

« Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie », a répété le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, mardi au Sénat, justifiant la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » depuis deux ans.

Les biologistes ont pourtant proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. « D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rachat totalement aveugle », résume M. Le Meur, qui prévient que les biologistes sont « capables d'aller plus loin », jusqu'à « une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas ».

L'examen du budget de la Sécu à l'Assemblée, interrompu par l'usage du 49.3 sur la partie « recettes », a repris mercredi soir sur le volet « dépenses », où figure l'article contesté.

Midi Libre – Covid-19 : pourquoi les biologistes vont-ils boycotter la base de données SI-DEP des tests Covid ?

26/10/2022

Les biologistes entendent protester contre le nouveau budget de la Sécu où des coupes de 250 millions d'euros d'économies sur le secteur sont prévues. À compter de jeudi ces derniers ne déclareront plus les tests Covid sur le fichier national. Explications.

Les biologistes sont en colère. La profession dénonce par la voix d'Alain Le Meur, président de l'Alliance pour la biologie médicale, le "rabet aveugle" du nouveau budget de la Sécurité sociale. Si le texte s'applique en l'état, 250 millions d'euros par an seront économisés sur les opérations pratiquées par les laboratoires.

Pas de remontées à SI-DEP

Pour dénoncer cette coupe budgétaire, les biologistes ne déclareront plus les résultats des tests Covid dans la base SI-DEP et ce à compter du jeudi 27 octobre. "Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre", a annoncé Alain Le Meur à l'AFP.

Une action lourde de conséquences. Le fichier des tests Covid SI-DEP permet aux autorités et aux scientifiques le suivi précis de l'épidémie en France. Une nécessaire surveillance pour suivre les multiples reprises épidémiques. Avec la fin de la déclaration des tests par les laboratoires, c'est en réalité une grande partie des données qui disparaîtront alors des radars. Seuls les tests pratiqués en pharmacie continueront d'alimenter cette base.

En revanche, les laboratoires qui mettent en œuvre cette action ne seront plus remboursés par l'Assurance maladie.

Baisse des tarifs par arrêté

Par cette action, la profession entend envoyer un message au gouvernement. Les acteurs du milieu souhaitent une modification du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ce dernier prévoit "une baisse des tarifs par arrêté" si un "accord présentant des économies significatives" n'est pas trouvé avant le 1er février. L'Exécutif souhaite des économies de l'ordre de 250 millions d'euros par an.

"Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie", a revendiqué Gabriel Attal, ministre des Comptes publics. Ces économies sont nécessaires selon le ministre en raison de la "rentabilité déjà élevée avant la crise" des laboratoires et du surplus de 7 milliards d'euros depuis le début de la crise du Covid-19.

Si leurs revendications ne sont pas entendues par la majorité, Alain Le Meur prévient que la profession pourrait aller encore plus loin, jusqu'à une grève.

La Provence – [Coronavirus : les biologistes refusent de payer l'addition](#)

26/10/2022

Les biologistes passent à la grève générale ? Improbable quand on sait que l'Assurance maladie leur a réglé plus de sept milliards d'euros rien qu'en tests Covid-19 ces trois dernières années permettant de valoriser de façon spectaculaire ces grands groupes sur fond de crise sanitaire. Improbable, pas tant que ça. À l'heure d'élaborer le budget de la Sécurité sociale pour 2023, le gouvernement a décidé de tailler dans la masse, en réclamant notamment 250 millions d'euros d'économies aux biologistes médicaux. "Pendant trois ans, on nous a dit qu'on devait tester, quand, comment et à quel tarif. On n'a jamais travaillé autant de nos vies sans que nous ayons fixé les règles. Et aujourd'hui, on nous dit 'Vous avez trop travaillé' et on nous présente la facture. Ce n'est pas possible", tempête Boris Loquet, président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) des biologistes Paca.

Le texte de loi projette des économies de 1,1 milliard d'euros sur le remboursement des médicaments, de 250 millions sur les laboratoires et de 150 millions sur l'imagerie médicale. Comment ? En baissant notamment la valeur du B, lettre clé qui cote le tarif des actes de biologie. "Aujourd'hui, le B est à 27 centimes. Ils veulent le passer à 25." Une numération vaut tant de B, une analyse d'urine tant de B. "250 millions d'euros d'économie, cela paraît énorme mais c'est une goutte d'eau dans l'océan des dépenses de santé, ne dé- colère pas le biologiste marseillais. Nous sommes les boucs émissaires de cette crise."

S'il ne nie pas l'effet d'aubaine financière de la crise du Covid, le secteur avance sa mobilisation massive en première ligne pour le dépistage - quand le secteur public ne pouvait tout simplement pas l'encaisser - les investissements réalisés, les personnels formés. Et dé- nonce surtout la méthode alors qu'il estime "avoir rendu service à la nation" à la demande du gouvernement.

Les membres de l'Alliance de la biologie médicale (ABM) qui concentre tous les grands groupes (Synlab, Cerballiance, Inovie, Eurofins, Biomnis....) ont décidé conjointement de faire une "grève du Sidep" à partir de ce jeudi et ce jusqu'à mardi prochain. Comprendre : les tests Covid pourront toujours être réalisés dans les laboratoires de ville, les résultats rendus aux patients. En revanche, ils ne seront pas enregistrés dans le Système d'information de dépistage. Les autorités sanitaires n'auront donc plus aucune vision de l'évolution de l'épidémie. L'objectif est donc bel et bien de désorganiser le système, puisque pendant ces journées, les biologistes feront les tests gratuitement, "l'enregistrement dans le Sidep conditionne le fait que l'on soit payé".

Les biologistes suspendent également leur participation au Ségur Numérique jusqu'à nouvel ordre, un projet à deux milliards d'euros portés par le gouvernement pour moderniser les logiciels métier, outils indispensables "pour l'échange et le partage sécurisés des comptes rendus médicaux dans le cadre de Mon Es- pace Santé".

Et si le coup de pression ne suffit pas : la fermeture pendant plusieurs jours des laboratoires est envisagée dès la rentrée des vacances scolaires. Les biologistes estiment qu'ils n'ont pas à supporter les conséquences de la politique gouvernementale du "quoi qu'il en coûte" et que

suffisamment d'efforts ont déjà été fournis : "Ces dix dernières années, nous avons déjà fait 5,2 milliards d'euros d'économies."

"Entre 2013 et 2020, le coût par assuré social de la biologie médicale est passé de 66€ ; à 57€; alors même que le volume des actes a augmenté de 40 % et l'inflation de 12 %, détaillent les membres de l'ABM dans un communiqué. Au total, les dépenses consacrées à la profession, n'ont augmenté que de 3 % quand l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) global a progressé de 27,9 % ! Aujourd'hui, après neuf ans de régulation fructueuse et coordonnée avec la Cnam, on voudrait punir les bons élèves parce qu'ils ont eu une activité exceptionnelle deux ans durant et à la demande même des autorités ?"

En plein débat sur les super- profits, le secteur a proposé de payer une taxe exceptionnelle en 2022 pour s'éviter une baisse pérenne des tarifs. Le gouvernement campe, lui, toujours sur ses positions, préférant mettre en avant le taux de rentabilité "très favorable" du secteur qui a bondi de 23 % en 2020.

L'Ardennais – Covid-19: pourquoi les biologistes vont-ils cesser d'alimenter la base de données SI-DEP des tests Covid ?

26/10/2022

Les biologistes ne vont plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid-19 (SI-DEP) à compter de jeudi en signe de mécontentement par rapport au budget prévisionnel 2023 de la Sécurité sociale qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an.

« Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre », déclare le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les patients continueront de recevoir leurs résultats, mais « il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie ». Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie, ce qui représente un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

Bientôt une grève ?

La profession veut « envoyer un message » à l'exécutif. Dans son projet de loi de financement de la Sécurité sociale , le gouvernement prévoit « une baisse des tarifs par arrêté » à défaut d'un « accord présentant des économies significatives » avant le 1er février, à hauteur « d'au moins 250 millions ».

Gabriel Attal a justifié la mesure par « une rentabilité déjà élevée avant la crise » et encore accrue par un surcroît de plus de sept milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » depuis deux ans.

De leur côté, les biologistes proposent de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid-19 « D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un

robot totalement aveugle », a résumé Alain Le Meur. Il a prévenu que les biologistes sont « capables d'aller plus loin », jusqu'à « une grève si le gouvernement ne [les] comprend pas ».

La Dépêche – Covid-19 : pourquoi les laboratoires d'analyse français ne vont plus transmettre les résultats des tests de dépistage

26/10/2022

l'essentiel Les biologistes ont annoncé qu'ils cesseraient de communiquer les résultats des tests de dépistage contre le Covid-19 sur la plateforme nationale SI-DEP à compter de ce jeudi. Le secteur manifeste ainsi son mécontentement par rapport au budget prévisionnel 2023 de la Sécurité sociale.

Dans les jours qui viennent, les autorités sanitaires pourront-elles continuer à suivre l'évolution de la situation épidémiologique ? Opposés budget prévisionnel 2023 de la Sécurité sociale, qui va obliger les biologistes à réaliser 250 millions d'euros d'économies chaque année, les laboratoires d'analyses ont annoncé qu'ils allaient cesser d'alimenter le fichier national des tests de dépistage (SI-DEP) à compter de ce jeudi 27 octobre. "Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP", a annoncé Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance pour la biologie médicale (APBM).

Pour les patients, pas de changements : les laboratoires d'analyse vont continuer de communiquer les résultats des tests de dépistage. Les biologistes ne les renseigneront plus sur la plateforme nationale baptisée "SI-DEP" : "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", commente Alain Le Meur. Tant que les laboratoires ne communiquent pas ces résultats sur le fichier national, ces derniers ne pourront être remboursés par l'Assurance Maladie. Le secteur a évalué ce manque à gagner à 14 millions d'euros par semaine.

Des bénéfices en augmentation

Les biologistes souhaitent ainsi "envoyer un message", accusant le gouvernement de ne pas avoir remanié le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Ce projet prévoit entre autres une baisse des tarifs par arrêté à défaut d'un accord présentant des économies significatives avant le 1er février. "Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie", a affirmé le ministre des Comptes publics Gabriel Attal, mardi 25 octobre. Le ministre justifie cette mesure par "une rentabilité déjà élevée avant la crise".

Selon la Cnam, le chiffre d'affaires de la profession a grimpé de 85% entre 2019 et 2021, et plafonne désormais à près de 9 milliards d'euros, comme le rappellent nos confrères de BFMTV . Les tests de dépistage contre le Covid-19 ne sont pas étrangers à cette hausse : les bénéfices des laboratoires ont augmenté de 20% en 2020. Les biologistes affirment que la baisse de leurs tarifs, inscrite dans le budget de la Sécurité sociale, "risque de désorganiser" les laboratoires et de provoquer des "fermetures". Le secteur a proposé à la place une taxe

exceptionnelle sur les gains qui sont liés à la crise sanitaire. Cette solution a été rejetée en commission à l'Assemblée Nationale il y a deux semaines.

Nice Matin – Les laboratoires ne transmettront plus les résultats des tests Covid à partir du 27 octobre

26/10/2022

Les acteurs de la biologie médicale ont annoncé ce mercredi via un communiqué leur intention de suspendre la transmission des résultats des tests Covid sur la plateforme SIDEP. En cause, une protestation contre la baisse de leurs tarifs.

Le suivi de l'épidémie de Covi-19, c'est terminé. Du moins pour l'instant. Les biologistes ont annoncé ce mercredi cesser la transmission des résultats des tests de Covid-19 sur la plateforme SI-DEP (système d'information de dépistage du Covid-19) en réponse à un " projet de rabot dévastateur pour la profession ", selon les mots d'Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance de la Biologie Médicale.

Les laboratoires d'analyse doivent en effet revoir à la baisse leurs tarifs dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Une économie que le gouvernement chiffre à 250 millions d'euros jusqu'en 2026.

Les représentants de l'Alliance de la Biologie Médicale, reçus la semaine dernière par le gouvernement, ont notamment dénoncé " les risques majeurs qu'une nouvelle baisse structurelle du budget des actes de biologie du quotidien ferait peser sur la profession – en termes de maillage territorial, d'emploi, de capacité d'investissements

Les professionnels plaident eux pour une solution alternative consistant en une " contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid

DNA – En grève, les labos ne transmettent plus les tests

27/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid, à partir de jeudi.

La tension monte d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plateforme Sidep, qui assure le suivi de l'épidémie.

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros,

prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19.

Mardi, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de sept milliards d'euros. Cette grève n'affectera pas les malades : les laboratoires continueront à tester.

« Cette décision a un coût financier non négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme Sidep – mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale, dans un communiqué.

Le suivi de l'épidémie perturbé

En revanche, la non-transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance-maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si l'on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations.

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rachat aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3, jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

L'Alsace – En grève, les labos ne transmettent plus les tests

27/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid, à partir de jeudi.

La tension monte d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plateforme Sidep, qui assure le suivi de l'épidémie.

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabet de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19.

Mardi, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de sept milliards d'euros. Cette grève n'affectera pas les malades : les laboratoires continueront à tester.

« Cette décision a un coût financier non négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme Sidep – mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale, dans un communiqué.

Le suivi de l'épidémie perturbé

En revanche, la non-transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance-maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si l'on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations.

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rabet aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3, jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Le Dauphiné – Les labos font la grève des résultats des tests

27/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de dépistage Covid, à partir de jeudi.

La tension monte d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils

cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plateforme Sidep, qui assure le suivi de l'épidémie.

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19.

Mardi, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de sept milliards d'euros. Cette grève n'affectera pas les malades : les laboratoires continueront à tester.

« Cette décision a un coût financier non négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme Sidep – mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale, dans un communiqué.

Le suivi de l'épidémie perturbé

En revanche, la non-transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance-maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si l'on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations.

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rabot aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3, jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Vaucluse Matin – Les labos font la grève des résultats des tests

27/10/2022

Le bras de fer se durcit entre les biologistes médicaux et le gouvernement, qui prévoit 250 millions d'euros d'économies dans leur financement par le budget de la sécurité sociale. En signe de protestation, les laboratoires ne retransmettront plus les résultats des tests de

dépistage Covid, à partir de jeudi.

La tension monte d'un cran entre les laboratoires de biologie médicale et le gouvernement. Opposés aux mesures d'économies exigées dans le budget de la sécurité sociale pour 2023, ils cesseront, à partir de ce jeudi, de transmettre les résultats des tests de dépistage Covid à la plateforme Sidep, qui assure le suivi de l'épidémie.

Les laboratoires de biologie médicale sont remontés contre le rabot de 250 millions d'euros, prévu chaque année jusqu'en 2026, sur leurs tarifs. Le gouvernement justifie, lui, les économies prévues, par une rentabilité déjà élevée avant la crise des laboratoires, et des bénéfices accrus liés à leur activité de dépistage pendant la crise du Covid-19.

Mardi, Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, estimait ce surcroît de chiffre d'affaires à plus de sept milliards d'euros. Cette grève n'affectera pas les malades : les laboratoires continueront à tester.

« Cette décision a un coût financier non négligeable pour les biologistes médicaux – les tests n'étant pas remboursés aux laboratoires en l'absence de transmission des données sur la plateforme Sidep – mais permettra de mettre en lumière le caractère fondamentalement hypocrite du projet gouvernemental : vouloir une biologie médicale au rabais a des conséquences sur l'efficacité du système de santé », écrit l'Alliance de la biologie médicale, dans un communiqué.

Le suivi de l'épidémie perturbé

En revanche, la non-transmission des tests à la base Sidep va perturber le suivi de l'épidémie. L'Assurance-maladie établit l'évolution des contaminations en se basant sur les résultats transmis par les laboratoires.

Cette grève intervient à un moment où la huitième vague semble avoir passé son pic. Le Covars (Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires) estimait ce lundi que le nombre de cas allait poursuivre sa décroissance dans les jours et semaines à venir. La dynamique de la huitième vague, qui est modérée par rapport à la précédente, est à la décline. Il sera cependant difficile de le confirmer si l'on manque de visibilité sur les nouvelles contaminations.

Les biologistes, qui se heurtent jusqu'à présent au refus du gouvernement, disent « oui à une contribution exceptionnelle centrée sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ; non à un rabot aveugle sur les dépenses de biologie courante ». Après le vote du volet PLFSS par le 49.3, jeudi dernier, les députés poursuivent actuellement l'examen du budget de la sécurité sociale à l'Assemblée.

Var Matin – Le suivi de l'épidémie de Covid-19, c'est terminé : les acteurs de la biologie médicale

27/10/2022

Le suivi de l'épidémie de Covid-19, c'est terminé : les acteurs de la biologie médicale ont annoncé hier leur intention de suspendre la transmission des résultats des tests Covid sur la plateforme SIDEP dès aujourd'hui. En cause, une protestation contre la baisse de leurs tarifs.

La Provence – [Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid](#)

27/10/2022

Le ministre du Budget, Gabriel Attal, a jugé jeudi "inacceptable" la décision des biologistes de ne plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) en raison du rabot que prévoit le budget de la Sécu.

Opposés au "rabot aveugle" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter ce fichier à compter de jeudi

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

Cette décision "est inacceptable", a réagi jeudi sur France info Gabriel Attal. "On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid, ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros", a-t-il rappelé.

"7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus grâce aux tests Covid payés par la Sécurité sociale pendant la crise Covid, dans un secteur qui est déjà très rentable qui a des marges qui sont passées je crois de 18% à 26%", a-t-il insisté.

Il "assume" ainsi de leur "demander un effort dans le budget de la Sécurité sociale de 250 millions d'euros en 2023" "Tout le monde fait des efforts (...) dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée", a encore dit le ministre.

Les biologistes ont de leur côté proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid.

La Première ministre Elisabeth Borne a de nouveau engagé mercredi soir à l'Assemblée la responsabilité de son gouvernement via le 49.3, sur l'ensemble du projet de budget 2023 de la Sécurité sociale.

Le Huffington Post (avec AFP) – [Attal juge "inacceptable" que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid](#)

Le Parisien et Aujourd'hui en France – Colère des biologistes : bientôt une grève des laboratoires médicaux ?

27/10/2022

Les représentants des biologistes protestent contre les 250 millions d'euros que le gouvernement voudrait leur ponctionner chaque année, en guise d'« effort ». Le chiffre d'affaires du secteur a très fortement augmenté depuis la crise du Covid-19.

Sera-t-il bientôt impossible de réaliser une simple prise de sang facilement ? Les biologistes médicaux menacent de faire grève les 7, 8 et 9 novembre pour protester contre le projet de loi de finances de la Sécurité sociale (PLFSS). Celui-ci prévoit de leur ponctionner « au moins 250 millions d'euros » en 2023, puis une certaine somme les années suivantes, si un « accord présentant des économies significatives » n'est pas trouvé avant le 1er février.

Avant cela, de nombreux laboratoires n'enverront plus les résultats des tests Covid - essentiellement PCR - dans la base de données SI-DEP à partir de ce jeudi. « Nous rendons aveugles Santé publique France et l'Assurance Maladie », assume François Blanchecotte, à la tête du syndicat des biologistes. Le suivi de l'épidémie sera évidemment perturbé. De son côté, le gouvernement assume de cibler un secteur dont le chiffre d'affaires a explosé durant la crise Covid. On fait le point.

Pourquoi les biologistes médicaux sont-ils en colère ?

L'objet du litige se trouve à l'article 27 du PLFSS, actuellement examiné au Parlement (le gouvernement a activé l'article 49.3 pour le faire adopter d'office par l'Assemblée nationale mercredi soir). « À défaut d'accord signé avant le 1er février 2023 prévoyant des baisses des tarifs des actes de biologie médicale non liés à la gestion de la crise sanitaire de nature à générer une économie dès 2023 à hauteur d'au moins 250 millions d'euros, les ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale fixent ces baisses de tarifs par arrêté », peut-on lire.

Les biologistes médicaux refusent un tel « coup de rabot de 250 millions d'euros par an jusqu'en 2026 », et ils proposent de la restreindre à 2023. « En raison de l'accroissement du chiffre d'affaires lié au Covid, nous avons proposé, pour la discussion du texte au Sénat, un amendement unique prévoyant 250 millions d'euros de ponction en 2023 », développe François Blanchecotte. « D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabot totalement aveugle », a justifié de son côté Alain Le Meur, président de l'Alliance pour la biologie médicale.

Dans un communiqué publié ce jeudi après-midi, l'Assurance maladie confirme qu'un « premier objectif de baisse de 250 millions d'euros est prévu pour 2023 ». Dans le même temps, elle assure que « le quantum des économies qui pourrait être appliqué [après 2023] n'a pas encore été discuté avec les représentants » et dit n'avoir « pas proposé de faire 250 millions d'euros de baisses supplémentaires en 2024 et 2025 ».

Que répond le gouvernement ?

Depuis plusieurs jours, le gouvernement met régulièrement en avant la très riche activité du secteur de la biologie médicale depuis le début de la pandémie de Covid-19. Le ministre délégué en charge des Comptes publics, Gabriel Attal, a pointé du doigt mardi au Sénat « une rentabilité déjà élevée avant la crise » puis accentuée par plus de 7 milliards « de chiffre d'affaires lié aux tests » en deux ans.

« J'assume de demander des efforts à ceux qui peuvent en faire. (...) Dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices cette année, il faut qu'une contribution soit apportée », a martelé ce jeudi matin Gabriel Attal sur Franceinfo, tout en reconnaissant « la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays ».

Au passage, l'ancien porte-parole du gouvernement a estimé que couper le robinet SI-DEP était « inacceptable ». « Prendre en otage ainsi le suivi de l'épidémie du Covid-19 est inacceptable au regard du contexte sanitaire et des enjeux de santé publique », a renchéri de son côté le patron de l'Assurance Maladie, Thomas Fatôme.

Une grève inéluctable ?

La première étape de la grogne des biologistes a été de se retirer du « Ségur du numérique ». La deuxième, au moins jusqu'à mardi, consiste donc à ne plus « remonter » les résultats des tests Covid dans la base SI-DEP. Les patients les recevront toujours « dans les délais classiques », garantit François Blanchecotte, mais les biologistes se privent des remboursements par l'Assurance maladie - 14 millions d'euros par semaine environ. Avec une exception : ceux exerçant dans les hôpitaux se sont désolidarisés de ce mouvement et « n'appellent pas au blocage de la transmission des données des tests Covid-19 ».

Et ensuite ? Si la décision de faire grève les 7, 8 et 9 novembre n'est pas encore prise, elle est « très engagée », prévient François Blanchecotte. « Ce qui est en préparation, c'est une fermeture de tous les labos pendant trois jours, sauf pour les prélèvements des hôpitaux et cliniques. Cela signifie : plus aucun prélèvement dans les Ehpad et plus aucun bilan à domicile ou dans les labos, avec un risque de faire exploser in fine les urgences des hôpitaux », développe un biologiste dans le centre de la France. Un moyen, aussi, de faire pression sur le gouvernement.

« D'urgence, rouvrez le dialogue ! », martèle Alain Le Meur. L'Assurance maladie assure vouloir « poursuivre le dialogue avec les biologistes, mais cela suppose que les représentants du secteur adoptent une attitude responsable et garantissent à la fois la continuité des soins et l'accomplissement de leurs missions au service de la santé publique ».

Si la fermeture des labos est décidée, « nos salariés seront payés et pourront travailler », notamment pour des tâches administratives, indique François Blanchecotte. Les employés se sont eux-mêmes, dans certains lieux comme à Rennes ou dans le Puy-de-Dôme, mis en grève plusieurs jours récemment pour... demander des revalorisations salariales.

Ouest France – Le conflit entre les biologistes et le gouvernement bloque le suivi de l'épidémie de Covid-19

27/10/2022

Le conflit entre les biologistes et le gouvernement bloque le suivi de l'épidémie de Covid-19
Les laboratoires d'analyses biologiques ont décidé à partir du jeudi 27 octobre 2022 de ne plus alimenter la base SI-DEP, qui répertorie depuis juin 2020 les contaminations au Covid-19. Il s'agit d'une réaction à la volonté du gouvernement de faire une économie de 250 millions d'euros sur leur activité dans le prochain budget de la Sécurité sociale.

Nous sommes presque tous passés par un laboratoire d'analyses biologiques ces deux dernières années, pour réaliser un test Covid. À chaque écouvillon dans le nez, la saisie des résultats des tests, positifs et négatifs, alimente une base de données baptisée SI-DEP. On y trouve le nombre de tests réalisés, le nombre de cas positifs, et la base sert à l'Assurance maladie pour le contact-tracing et le suivi des malades.

C'est également sur cette base SI-DEP que reposent une partie des indicateurs de suivi de l'épidémie de Covid-19 en France. Nombre de cas, taux de positivité des tests, taux d'incidence national et par département : tout est calculé à partir des données brutes de SI-DEP.

Ce jeudi 27 octobre 2022, les biologistes des laboratoires d'analyse ont décidé de ne plus alimenter la base de données. Les patients continueront de recevoir leurs résultats, mais il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie, a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie – un manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine.

Une économie de 250 millions d'euros

Les fichiers ne seront plus alimentés car les biologistes entendent protester contre le projet de budget 2023 de la Sécurité sociale. Celui-ci prévoit une économie de 250 millions d'euros aux laboratoires, ce qui est vécu par les intéressés comme un rabet aveugle.

Les biologistes ont proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid, mais le ministre des Comptes publics Gabriel Attal assume de leur demander un effort.

Jugeant inacceptable le blocage des fichiers SI-DEP, il a rappelé que la profession avait réalisé 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus grâce aux tests Covid payés par la Sécurité sociale pendant la crise Covid, dans un secteur qui est déjà très rentable qui a des marges qui sont passées je crois de 18 % à 26 %.

Les « leçons de morale » ne passent pas

Pour le réseau des Biologistes indépendants (35 % des laboratoires de biologie), les leçons de morale de monsieur le ministre Gabriel Attal ne passent pas. Ils estiment avoir réalisé pendant la crise les tests de dépistage Covid-19 aux tarifs fixés par le gouvernement, selon la stratégie nationale de dépistage imposée par ce dernier.

Les Biologistes indépendants estiment que cette stratégie coûteuse avait alors été dénoncée par la profession, et que maintenant le gouvernement leur fait assumer les conséquences notoires de ses décisions.

Ils confirment donc le blocage de SI-DEP, et menacent de se mettre en grève à partir de vendredi.

Des salariés de laboratoires étaient déjà en grève cette semaine, mais pour des revendications salariales, ne s'estimant pas récompensés pour notre travail depuis le Covid.

Du côté de l'Alliance de la biologie médicale (ABM), qui fédère l'ensemble des acteurs la biologie médicale française, on estime que la biologie ne peut pas supporter à elle seule plus de 20 % des économies demandées sur la Sécurité sociale alors qu'elle représente moins de 2 % des dépenses de santé.

L'Assurance maladie appelle à la responsabilité

Le torchon brûle donc entre les laboratoires et le gouvernement, qui campe sur ses positions, et va avoir recours au 49.3 pour faire passer le budget 2023 de la Sécurité sociale.

Du côté de l'Assurance maladie, on rejoint la ligne du gouvernement et on appelle à l'esprit de responsabilité des biologistes sur les territoires.

Thomas Fatôme, le directeur de la Caisse nationale de l'Assurance maladie, estime que prendre en otage ainsi le suivi de l'épidémie du Covid-19 est inacceptable au regard du contexte sanitaire et des enjeux de santé publique.

L'organisme rappelle dans un communiqué la rentabilité financière qui était déjà élevée avant la crise sanitaire et qui s'est encore accrue depuis, du fait des tests liés au Covid. Selon l'Assurance maladie, le secteur de la biologie médicale avait une rentabilité de 17 % entre 2016 et 2019, et entre 20 et 30 % pour la période 2020-2021.

Pourquoi c'est important ?

Dans son communiqué, l'Assurance maladie appelle les laboratoires à une attitude responsable dans le choix des actions menées pour porter leurs revendications pour garantir la continuité des soins et l'accomplissement de leurs missions au service de la santé publique

Les données de la base SI-DEP sont en effet essentielles pour connaître l'évolution de l'épidémie. La granularité géographique de SI-DEP permet également de voir plus finement la dynamique du virus selon les territoires.

Le nombre de nouveaux cas et le taux d'incidence (nombre de cas pour 100 000 habitants sur 7 jours) n'ont plus la même importance qu'au début de la crise sanitaire, mais ils demeurent utiles. Souvenez-vous, ces indicateurs ont en effet servi un temps de repères pour le niveau de restrictions, et franchir le cap de 50 cas pour 100 000 habitants entraînait en 2020 une limite des déplacements, voire un confinement...

Le variant Omicron a changé la donne en faisant exploser le nombre de cas, mais avec une gravité moindre. Les nouvelles contaminations et le taux d'incidence ont perdu un peu de leur importance stratégique.

Ces indicateurs demeurent néanmoins importants pour prévoir des éventuelles montées en charge à l'hôpital. Chaque vague de l'épidémie comme par une montée des cas, qui se traduit une dizaine de jours plus tard par une hausse des hospitalisations.

Sans la base SI-DEP, la vague ne se verrait qu'une fois que les hospitalisations augmentent.

TV / Radio

BFM Business (avec AFP) – [LABORATOIRES D'ANALYSES: POURQUOI LES BIOLOGISTES VONT CESSER D'ALIMENTER LES FICHIERS DE TESTS COVID](#)

TF1 – [Les laboratoires menacent de ne plus transmettre les données des tests Covid](#)

26/10/2022

Les biologistes protestent contre la baisse de leurs tarifs, inscrite dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Ils menacent de ne plus alimenter le fichier national des tests à partir du 27 octobre, rendant aveugle le suivi de l'épidémie.

Ils proposent à la place "une contribution exceptionnelle" sur les profits réalisés durant la pandémie de Covid.

Va-t-on pouvoir continuer à suivre en temps réel l'épidémie de Covid ? Opposés au "rabort aveugle" du budget de la Sécurité sociale, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé, mercredi 26 octobre, qu'ils cesseront d'alimenter le fichier national des tests de dépistage (SI-DEP), qui centralise tous les résultats. "Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du (jeudi) 27 octobre", a indiqué à l'AFP Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance pour la biologie médicale (APBM).

En somme, si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", a-t-il prévenu. Les laboratoires ne seront, pour leur part, plus remboursés par l'Assurance maladie. Le manque à gagner est évalué à 14 millions d'euros par semaine. Par ce biais, la profession souhaite ainsi "envoyer un message" au gouvernement, qui n'a pas modifié son projet de loi de financement de la Sécurité sociale prévoyant "une baisse des tarifs par arrêté" à défaut d'un "accord présentant des économies significatives" avant le 1er février, à hauteur "d'au moins 250 millions".

L'exécutif "assume les efforts demandés"

Pour autant, l'exécutif compte rester ferme. "Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie", a répété, mardi 25 octobre, le ministre des Comptes publics Gabriel Attal devant le Sénat, justifiant la mesure par "une rentabilité déjà élevée avant la crise" et encore accrue par un surcroît de plus de sept milliards "de chiffre d'affaires lié aux tests" depuis deux ans.

Tests anti-Covid : les laboratoires, grands gagnants de la crise sanitaire

Une ponction que les biologistes proposent eux de limiter à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. "D'accord pour une contribution exceptionnelle, mais pas pour un rabout totalement aveugle", a expliqué Alain Le Meur, menaçant "d'aller plus loin", jusqu'à "une grève si le gouvernement ne (les) comprend pas". L'examen du budget de la Sécurité sociale à l'Assemblée, interrompu par l'usage du 49-3 sur la partie "recettes", a repris mardi soir sur le volet "dépenses", où figure l'article contesté.

Europe 1 – Covid : pourquoi les biologistes vont cesser d'alimenter le fichier des tests de dépistage

26/10/2022

Copie Yasmina Kattou, édité par Gauthier Delomez Opposés à une disposition prévue dans le budget de la Sécurité sociale qui veut

leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes vont cesser d'alimenter dès jeudi le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP). Le président du syndicat des biologistes s'explique au micro d'Europe 1.

Les biologistes ont décidé de ne plus alimenter jeudi le fichier national des tests de dépistage du Covid-19 . La raison de leur colère tient dans une disposition prévue dans le budget de la Sécurité sociale, actuellement en débat au Parlement, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies par an. "À partir de demain (jeudi) 00H01 jusqu'à mardi soir, minuit, l'idée est de faire un black-out total sur les résultats qui sont transmis à Santé publique France et à la Cnam en ce qui concerne les résultats du SI-DEP", détaille François Blanchecotte, président du syndicat des biologistes au micro d'Europe 1.

"C'est-à-dire que nous transmettons aux patients leurs résultats ainsi qu'aux médecins, mais

on fait un black-out total sur les données qui sont transmises à l'État", explique-t-il.

"L'État nous demande 250 millions d'euros"

Les biologistes ont donc choisi de bloquer le suivi de l'épidémie de Covid-19, alors qu'une légère recrudescence était observée . "L'État et le gouvernement nous demandent de rendre 250 millions d'euros", avance François Blanchecotte. "Nos tarifs de biologie courante vont s'effondrer complètement", alerte le président du syndicat des biologistes.

François Blanchecotte expose : "S'il y a une baisse uniquement sur la biologie courante de façon drastique, nous serons amenés évidemment à supprimer un certain nombre de sites dans lesquels les patients peuvent venir, ce qui se reportera de toute façon vers des infirmières qui devront prélever, acheminer les prélèvements, et donc c'est ce maillage qui va disparaître."

TF1 – Fin de la remontée des données des tests Covid : "Le risque est d'avoir un temps de retard à l'hôpital"

26/10/2022

Idèr Nabili L'Alliance pour la biologie médicale a annoncé suspendre la transmission des données de dépistage du Covid-19 à compter de ce jeudi, en protestation au budget de la Sécurité sociale.

Le suivi de l'épidémie s'en trouve-t-il menacé ?

TF1info fait le point avec le Dr Benjamin Davido, infectiologue.

La France va-t-elle bientôt devenir aveugle face au nombre de cas positifs au Covid-19 ? Opposés au budget de la Sécurité sociale qui leur impose 250 millions d'euros d'économies par an, les biologistes ont annoncé, ce mercredi 26 octobre, qu'ils arrêteraient, dès jeudi 27 octobre, de comptabiliser le nombre de tests positifs chaque jour. "Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre" , a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur.

Si les Français connaîtront toujours le résultat de leur test, le nombre de cas quotidiens sera, lui, amputé d'une partie du dépistage réalisé. Ce qui devrait biaiser le suivi des vagues épidémiques. "Quantitativement, nous allons perdre la trace du virus" , analyse pour TF1info le Dr Benjamin Davido, infectiologue à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). "Le Covid-19 frappe fort, vite et à répétition. Ce chiffre a un intérêt : avoir une estimation du pic des hospitalisations, qui intervient une quinzaine de jours plus tard que le pic des contaminations."

"Avec les autotests, il y a déjà un trou dans la raquette"

En l'absence de remontées exhaustives des cas, "le risque est d'avoir un temps de retard à l'hôpital sur un éventuel rebond épidémique", poursuit le Dr Davido. "Il y aura un angle mort dans le suivi de l'épidémie, qui n'apparaîtra qu'au moment des hospitalisations. La préparation de la gestion des vagues à l'hôpital" se retrouvera amoindrie.

Toutefois, le chiffre des contaminations passe désormais au second plan, les autorités ne prenant aucune mesure quelque soit l'ampleur de la vague. "Depuis plusieurs mois, nous sommes dans une situation de complaisance vis-à-vis des vagues successives", estime l'infectiologue. "De facto, compter le nombre de cas a moins d'intérêt."

D'autant que celui-ci est sans doute déjà sous-estimé. "Avec la démocratisation des autotests, qui ne remontent pas sur SI-DEP, il y a déjà un trou dans la raquette", souligne le Dr Davido, pointant le changement de comportement des Français, qui ne se ruent plus sur les tests PCR ou antigéniques en raison des réinfections. "La suspension ne va donc pas tout changer dans le suivi de l'épidémie, même si nous allons perdre de l'avance."

La France pourrait alors se retrouver dans la même situation que pour le suivi d'autres maladies, comme la grippe ou la bronchiolite, dont le nombre de cas quotidiens n'est pas recensé. "Pour la grippe, nous n'avons pas besoin d'avoir une remontée des tests en ville pour savoir que chaque année, elle frappe de janvier à mars avec un pic en février", tempère l'infectiologue. "Malheureusement, le Covid-19 et ses variants peuvent frapper tout le temps. La saisonnalité n'a pas encore été atteinte."

Sud Radio – [Budget de la Sécurité Sociale : les biologistes en colère](#)

27/10/2022

Alors que le gouvernement exige une ponction de 250 millions d'euros, les biologistes ne cachent pas leur colère.

C'est un bras de fer qui s'annonce entre le gouvernement et les biologistes, à qui un effort supplémentaire est demandé.

Biologistes : 250 millions par an jusqu'en 2026

"Nous acceptons cette ponction de 250 millions d'euros pour 2023, réagit Richard Fabre, Président de l'URPS biologistes d'Occitanie. En effet, nous sommes dans un contexte où, après le Covid, tout le monde sait que les laboratoires ont eu une activité importante. Il est donc normal de contribuer."

"En revanche, dans le projet de financement de la Sécurité Sociale (PFSS), cette ponction est prévue jusqu'en 2026. Et là, nous ne sommes plus du tout d'accord. Cela veut dire que l'on n'est plus dans un contexte de Covid, mais de biologie de routine. On va lui faire payer le déficit de la Sécurité Sociale."

Les laboratoires ne vont plus transmettre les résultats des tests #COVID pour protester contre le budget #Sécu

@prezlabster : "Les résultats seront donnés au public mais pas à Santé publique France. Cela montrera la place centrale des biologistes dans le système de soins"
pic.twitter.com/w69t0XRVSs

— Sud Radio (@SudRadio) October 27, 2022

Les tarifs des PCR ont déjà baissé trois fois

"Nos laboratoires représentent 2% des dépenses, précise Richard Fabre, Président de l'URPS biologistes d'Occitanie. Selon le PFSS, c'est 20% des efforts qui nous sont demandés." Pour autant, les laboratoires n'ont-ils pas engrangé énormément d'argent ? "Bien sûr, durant le Covid, nous avons fait 140 millions de tests. Les Français sont venus deux ou trois fois dans les laboratoires. Pas pour le plaisir, mais pour que l'économie continue de tourner."

"Au cours de ces deux années, les tarifs des PCR ont déjà baissé trois fois. Les efforts ont été faits. Nous sommes des gens responsables, nous acceptons cette ponction supplémentaire. Mais jusqu'en 2026, là, c'est une autre histoire. La biologie française est un modèle de proximité menacé, si l'on doit trouver des économies. Aujourd'hui, il n'y a pas de désert de laboratoires. Mais demain..."

Europe 1 – [Gabriel Attal juge «inacceptable» que les biologistes n'alimentent plus les fichiers Covid](#)

27/10/2022

Copié Europe 1 avec AFP La décision des biologistes de ne plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du

Covid (SI-DEP) est "inacceptable", a jugé jeudi le ministre du Budget, Gabriel Attal. Les biologistes sont opposés au "rabet aveugle" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies.

Le ministre du Budget, Gabriel Attal, a jugé jeudi "inacceptable" la décision des biologistes de ne plus alimenter le fichier national des tests de dépistage du Covid (SI-DEP) en raison du rabet que prévoit le budget de la Sécu. Opposés au "rabet aveugle" du budget de la Sécu, qui veut leur imposer 250 millions d'euros d'économies, les biologistes ont annoncé mercredi qu'ils cesseront d'alimenter ce fichier à compter de jeudi.

"Pas de suivi possible de l'épidémie"

Si les patients continueront de recevoir leurs résultats, "il n'y aura plus de suivi possible de l'épidémie", a déclaré à l'AFP le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur. Les laboratoires ne seront pour leur part plus remboursés par l'Assurance maladie - un

manque à gagner évalué à 14 millions d'euros par semaine. Cette décision "est inacceptable", a réagi jeudi sur France info Gabriel Attal.

"On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid , ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros", a-t-il rappelé.

Attal assume demande un effort aux biologistes

"7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en plus grâce aux tests Covid payés par la Sécurité sociale pendant la crise Covid, dans un secteur qui est déjà très rentable qui a des marges qui sont passées je crois de 18% à 26%", a-t-il insisté. Il "assume" ainsi de leur "demander un effort dans le budget de la Sécurité sociale de 250 millions d'euros en 2023". "Tout le monde fait des efforts (...) dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée", a encore dit le ministre.

Les biologistes ont de leur côté proposé de limiter la ponction à la seule année 2023, au titre des profits du Covid. La Première ministre Élisabeth Borne a de nouveau engagé mercredi soir à l'Assemblée la responsabilité de son gouvernement via le 49.3, sur l'ensemble du projet de budget 2023 de la Sécurité sociale.

CNEWS – Covid-19 : pourquoi les laboratoires suspendent-ils la transmission des résultats des tests de dépistage ?

26/10/2022

Par CNEWS En réaction au budget prévisionnel 2023 de la Sécurité sociale prévoyant une économie de 250 millions d'euros pour les

biologistes l'an prochain, les professionnels du secteur ont annoncé la fin de la transmission des résultats des dépistages contre le Covid-19 sur la plate-forme SI-DEP à compter de ce jeudi.

Une mesure forte pour protester contre un rabet budgétaire décidé en début de semaine par le gouvernement. Mécontents de l'économie de 250 millions d'euros prévue pour le secteur dans le budget prévisionnel 2023 de la Sécurité sociale , les biologistes ont annoncé l'arrêt de la communication des résultats des dépistages contre le coronavirus sur la plate-forme SI-DEP à compter de ce jeudi.

#PLFSS Coup de rabet aveugle de 250M€ pour la biologie médicale !

Pas de dialogue avec @Assur_Maladie et #Gouvernement

Dès demain, Labos de biologie médicale cesserons d'alimenter le fichier national des tests de dépistage du #COVID (SI-DEP) @afpfr

<https://t.co/ybLGDmqZGa>

— BIOGROUP (@Biogroup_Labo) October 26, 2022

«Devant la surdité des pouvoirs publics, nous avons décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP», a annoncé Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance pour la biologie médicale (APBM), auprès de l'AFP. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale a prévu une baisse des tarifs par arrêté à défaut d'un accord présentant des économies significatives avant le 1er février.

Les biologistes ont assuré que cette baisse «risque de désorganiser» les laboratoires et de provoquer des «fermetures». Le secteur a proposé à la place une taxe exceptionnelle sur les gains qui sont liés à la crise sanitaire. Cette solution a été rejetée en commission à l'Assemblée nationale il y a deux semaines.

Un manque à gagner de 14 millions d'euros par semaine

Dans les faits, les patients continueront de recevoir les résultats des tests de dépistage communiqués par les laboratoires. En revanche, en ne les partageant plus sur le fichier national SI-DEP, ces derniers ne seront plus remboursés par l' Assurance Maladie . A ce titre, la profession a tablé sur un manque à gagner de 14 millions d'euros par semaine.

D'après la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam), le chiffre d'affaires de la profession a néanmoins grimpé de 85 % entre 2019 et 2021 pour atteindre près de neuf milliards d'euros actuellement. La multiplication des tests de dépistage contre le Covid-19 lors de la pandémie a permis aux laboratoires d'augmenter de 20 % leurs bénéfices en 2020.

Gabriel Attal juge cette décision «inacceptable»

Invité à commenter cette décision, le ministre du Budget Gabriel Attal a jugé «inacceptable» l'annonce faite par les biologistes. «On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid, ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros», a indiqué le ministre sur Franceinfo ce jeudi.

«Tout le monde fait des efforts (...) dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée», a conclu Gabriel Attal. Pour rappel, par la voie de la Première ministre Elisabeth Borne , le gouvernement a engagé sa responsabilité ce mercredi soir à l'Assemblée nationale via l'article 49.3 portant sur le budget 2023 de la Sécurité sociale.

Presse spécialisée (santé et économique)

Le Generaliste (avec AFP) – En colère, les biologistes prêts à ne plus partager les données des tests Covid

[Le Quotidien du Médecin – Pour protester contre le budget de la Sécu, les biologistes n'alimenteront plus Sidep « jusqu'à nouvel ordre »](#)

26/10/2022

Opposés aux projets d'économies du gouvernement, les laboratoires de biologie médicale ne renseigneront plus les résultats des tests Covid sur la plateforme SI-Dep.

La grogne monte d'un cran. À partir du jeudi 27 octobre, les laboratoires de biologie médicale cesseront d'alimenter la plateforme SI-Dep, sur laquelle les patients ont pris l'habitude de récupérer leurs résultats de test Covid depuis plus de deux ans. Très mobilisés durant la crise sanitaire pour lutter contre l'épidémie, ces derniers sont en colère contre le gouvernement qui prévoit, dans le budget de la Sécu pour 2023, d'économiser au moins 250 millions d'euros sur les examens de routine. Entretien avec Alain Le Meur, président de l'Alliance de la biologie médicale (ABM).

>> Notre service - Faites des économies en testant notre comparateur d'Assurances Santé

Capital : Dans votre communiqué diffusé ce mercredi 26 octobre, vous assurez qu'il sera quand même possible de se faire tester à la Covid en labo. Comment les patients pourront-ils découvrir leurs résultats s'ils ne sont plus renseignés dans SI-Dep ?

Alain Le Meur : On continuera effectivement à faire les tests PCR. Les patients ne seront pas pénalisés. Ils pourront obtenir leur résultat par mail en se connectant aux plateformes propres au laboratoires, comme ils le font déjà pour les tests d'analyse courants. Mais nous ne serons pas payés. Car jusqu'ici, c'est l'Assurance maladie qui nous rembourse via la télétransmission. Ce sera un manque à gagner d'à peu près 14 millions d'euros sur une semaine pour les labos... Mais on en prend la responsabilité.

Capital : Si cela vous pénalise financièrement, pourquoi ne plus alimenter la plateforme SI-Dep pour protester contre les économies prévues par le gouvernement dans le budget de la Sécu ?

Alain Le Meur : Oui, c'est un coût financier non négligeable pour nous. Mais nous voulons montrer, face à l'hypocrisie du gouvernement, que nous refusons une biologie médicale au rabais. On nous donne un coup de rabet alors que nous avons un rôle essentiel en santé publique. En quelques chiffres, 70% des diagnostics en France sont réalisés par les laboratoires de biologie médicale. Nous ne représentons que 2% des dépenses de santé alors que les économies qu'on nous demande de faire, c'est plus de 20% du total des économies.

Capital : Ce n'est pas votre première action pour protester contre le coup de rabot de 250 millions d'euros sur les examens de biologie médicale... Les négociations sont-elles au point mort ?

Alain Le Meur : Effectivement. Jeudi dernier, nous nous sommes retirés du Ségur du numérique, alors que plusieurs laboratoires pilotes expérimentaient les nouveaux logiciels interopérables avec la plateforme "Mon espace santé", la nouvelle version du dossier médical partagé. Nous avons fourni des efforts dans ce projet et nous en attendons en retour de la part du gouvernement. Le souci, c'est que les négociations n'avancent pas beaucoup. Thomas Fatome, le directeur de la Cnam (Caisse nationale de l'assurance maladie, ndlr), a ouvert une toute petite porte en proposant d'affecter 50 millions d'économies (sur les 250 millions au total, ndlr) sur les tests Covid. Mais on ne peut pas accepter, cela reste insuffisant.

Capital : Si le budget de la Sécu est voté tel quel, le coup de rabot aura lieu si aucun accord n'est trouvé d'ici au 1er février 2023 avec l'Assurance maladie. D'autres réunions sont-elles prévues à ce stade ?

Alain Le Meur : Non, plus pour l'instant. Mais nous avons déjà rencontré Messieurs Attal et Braun et Madame Firmin Le Bodo. Nous les avons alertés sur les risques de fermetures de sites, de diminution de l'activité et leur avons rappelé que nous étions d'accord pour une contribution exceptionnelle sur la base de nos bénéficiaires liés à la Covid-19. Mais nous refusons de toucher aux examens de routine. Au fond, on nous reproche d'avoir énormément travaillé pendant la crise Covid...

Le Quotidien du Pharmacien – [Les biologistes entrent en grève du SIDEP](#)

26/10/2022

Contestation du PLFSS

N'ayant pas été entendus lors des débats sur le PLFSS, les biologistes cesseront d'alimenter la base SI-DEP dès demain, pour protester contre une baisse pérenne des tarifs de l'ordre de 250 millions d'euros à partir de l'année prochaine.

Contrairement aux pharmaciens qui ont pu, grâce à une mobilisation sans faille, obtenir le retrait de l'article 30 au projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2023, les biologistes ne sont pas parvenus à faire modifier le texte affectant leur économie de manière pérenne. Le PLFSS prévoit en effet une baisse des tarifs de la biologie médicale à hauteur de 250 millions d'euros dès 2023.

Les biologistes avaient répondu à cette mesure sous forme de compromis en consentant au versement unique d'une « taxe Covid » en 2023. Le gouvernement a cependant adressé une fin de non-recevoir à cette proposition, comme en atteste la déclaration du ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, mardi devant le Sénat. « Nous assumons de demander des efforts aux laboratoires de biologie (…) dont la rentabilité, déjà élevée avant la crise, a été encore accrue par un surcroît de plus de 7 milliards de chiffre d'affaires lié aux tests depuis

deux ans. »

La réaction des biologiques ne s'est pas fait attendre. Dénonçant « la surdité des pouvoirs publics », le président de l'Alliance pour la biologie médicale, Alain Le Meur, a annoncé que les biologistes ont « décidé de suspendre la transmission des données de dépistage sur la plateforme SI-DEP à partir du 27 octobre ». Les patients continueront à recevoir les résultats, mais le suivi de l'épidémie ne sera plus possible. Quant aux laboratoires, cette grève du zèle leur en coûtera 14 millions d'euros par semaine. Une pénalité que les biologistes sont prêts à assumer pour se faire entendre.

JIM – PLFSS : la fronde des labos de biologie médicale est déclarée !

26/10/2022

Paris, le 26 octobre 2022 - L'art cle 27 du PLFSS 2023 prévoit de diminuer l'enveloppe de la biologie médicale de 250 millions d'euros par an jusqu'en 2026 an sur les actes courants. Face à l'ampleur de l'effort demandé, la profession s'est unie de façon inédite en créant l'Alliance de la Biologie Médicale (ABM) qui regroupe les syndicats* : et les réseaux de laboratoire, membres de l'APBM** (Association pour le Progrès de la Biologie Médicale).

Capital – Résultats des tests Covid : “Les patients ne seront pas pénalisés”, promet Alain Le Meur

26/10/2022

Opposés aux projets d'économies du gouvernement, les laboratoires de biologie médicale ne renseigneront plus les résultats des tests Covid sur la plateforme SI-Dep.

La grogne monte d'un cran.   partir du jeudi 27 octobre, les laboratoires de biologie médicale cesseront d'alimenter la plateforme SI-Dep, sur laquelle les patients ont pris l'habitude de récupérer leurs résultats de test Covid depuis plus de deux ans. Très mobilisés durant la crise sanitaire pour lutter contre l'épidémie, ces derniers sont en colère contre le gouvernement qui prévoit, dans le budget de la Sécu pour 2023, d'économiser au moins 250 millions d'euros sur les examens de routine . Entretien avec Alain Le Meur, président de l'Alliance de la biologie médicale (ABM).

Capital : Dans votre communiqué diffusé ce mercredi 26 octobre, vous assurez qu'il sera quand même possible de se faire tester à la Covid en labo. Comment les patients pourront-ils découvrir leurs résultats s'ils ne sont plus renseignés dans SI-Dep ?

Alain Le Meur : On continuera effectivement à faire les tests PCR. Les patients ne seront pas pénalisés. Ils pourront obtenir leur résultat par mail en se connectant aux plateformes propres au laboratoires, comme ils le font déjà pour les tests d'analyse courants. Mais nous ne serons

pas payés. Car jusqu'ici, c'est l'Assurance maladie qui nous rembourse via la télétransmission. Ce sera un manque à gagner d'à peu près 14 millions d'euros sur une semaine pour les labos... Mais on en prend la responsabilité.

Capital : Si cela vous pénalise financièrement, pourquoi ne plus alimenter la plateforme SI-Dep pour protester contre les économies prévues par le gouvernement dans le budget de la Sécu ?

Alain Le Meur : Oui, c'est un coût financier non négligeable pour nous. Mais nous voulons montrer, face à l'hypocrisie du gouvernement, que nous refusons une biologie médicale au rabais. On nous donne un coup de rabet alors que nous avons un rôle essentiel en santé publique. En quelques chiffres, 70% des diagnostics en France sont réalisés par les laboratoires de biologie médicale. Nous ne représentons que 2% des dépenses de santé alors que les économies qu'on nous demande de faire, c'est plus de 20% du total des économies.

Capital : Ce n'est pas votre première action pour protester contre le coup de rabet de 250 millions d'euros sur les examens de biologie médicale... Les négociations sont-elles au point mort ?

Alain Le Meur : Effectivement. Jeudi dernier, nous nous sommes retirés du Ségur du numérique, alors que plusieurs laboratoires pilotes expérimentaient les nouveaux logiciels interopérables avec la plateforme "Mon espace santé", la nouvelle version du dossier médical partagé. Nous avons fourni des efforts dans ce projet et nous en attendons en retour de la part du gouvernement. Le souci, c'est que les négociations n'avancent pas beaucoup. Thomas Fatome, le directeur de la Cnam (Caisse nationale de l'assurance maladie, ndlr), a ouvert une toute petite porte en proposant d'affecter 50 millions d'économies (sur les 250 millions au total, ndlr) sur les tests Covid. Mais on ne peut pas accepter, cela reste insuffisant.

Capital : Si le budget de la Sécu est voté tel quel, le coup de rabet aura lieu si aucun accord n'est trouvé d'ici au 1er février 2023 avec l'Assurance maladie. D'autres réunions sont-elles prévues à ce stade ?

Alain Le Meur : Non, plus pour l'instant. Mais nous avons déjà rencontré Messieurs Attal et Braun et Madame Firmin Le Bodo. Nous les avons alertés sur les risques de fermetures de sites, de diminution de l'activité et leur avons rappelé que nous étions d'accord pour une contribution exceptionnelle sur la base de nos bénéficiaires liés à la Covid-19. Mais nous refusons de toucher aux examens de routine. Au fond, on nous reproche d'avoir énormément travaillé pendant la crise Covid...

EDP Biologie – [Suspension de la transmission des données SIDEP](#)

27/10/2022

Après le Ségur du numérique, c'est à présent la transmission des données SIDEP que l'Alliance de la Biologie Médicale suspend à compter du 27 octobre.

« Devant la surdité des pouvoirs publics sur les risques qu'un rabet de 250 millions d'euros chaque année jusqu'en 2026 ferait peser sur les laboratoires de biologie médicale, l'Alliance de la Biologie Médicale a décidé de suspendre, à compter du 27 octobre et jusqu'à nouvel ordre, la transmission des données de dépistage de la Covid 19 sur la plateforme SIDEP (système d'information de dépistage du Covid-19) » annonce l' ABM (Alliance de la Biologie Médicale)* dans un communiqué daté du 26 novembre. Le SIDEP collecte l'ensemble des résultats de tests diagnostiques de la Covid-19 (RT-PCR, antigéniques et sérologiques). Cette décision, qui a un coût financier non négligeable, les tests n'étant plus remboursés dans ce cas, intervient en réponse à l'absence de retour des pouvoirs publics sur les propositions de la profession. « Dans le texte du PLFSS qui sera débattu au Parlement suite au déclenchement de l'article 49 al. 3, l'article 27 figure toujours dans sa rédaction initiale - prévoyant d'imposer une baisse de 250 millions d'euros par an jusqu'en 2026 sur les dépenses de biologie courante. Le gouvernement a même décidé de retenir l'amendement déposé par Mme Rist qui nous impose de maintenir notre maillage territorial alors même que nous ne serons pas en mesure de le faire si nos moyens diminuent si drastiquement » précise l'ABM. A partir du jeudi 27 octobre et « jusqu'à nouvel ordre » les laboratoires de biologie médicale privés membre de l'ABM cesseront les transmissions des données au SIDEP tout en continuant de tester les patients qui en ont besoin. « Après notre retrait des travaux du Ségur Numérique, l'arrêt de SIDEP constitue un second signal d'alerte clair que nous envoyons au gouvernement. D'urgence, réouvrez le dialogue ! » appelle Alain Le Meur, porte-parole de l'Alliance de la Biologie Médicale.

Les hospitaliers ne s'associent pas à cette mesure

Le SNBH (Syndicat national des biologistes des hôpitaux) quant à lui « n'appelle pas les biologistes médicaux hospitaliers à cesser la transmission des données des tests de dépistage Covid-19 ». En effet, « le SNBH ne participe pas aux négociations avec la CNAM et considère que le coup de rabet annoncé ne touchera que très peu la biologie hospitalière ». Le syndicat insiste sur trois points majeurs. En premier lieu l'attractivité de la profession : « le SNBH demande à redonner d'urgence un vrai sens au métier de Biologiste Médical ». Ensuite, l'accréditation : « trop de qualité tue la qualité et éloigne le biologiste du cœur de son métier ». Puis l'activité : « nous devons revoir tout le financement de la biologie hospitalière. La cotation de l'activité en B n'est pas adaptée pour mesurer l'activité biologique à l'hôpital ».

Le Quotidien du Médecin – Arrêt du Sidep dans les laboratoires : les biologistes hospitaliers ne suivront pas, le ministre du Budget « assume » l'économie demandée

26/10/2022

L'arrêt de l'alimentation de la plateforme Sidep par les biologistes médicaux, pour protester contre les 250 millions d'euros d'économies prévues dans le budget de la Sécu 2023, ne sera pas suivi à l'hôpital. C'est ce qu'a indiqué ce jeudi le Syndicat national des biologistes des

hôpitaux (SNBH), après l'annonce, hier, de l'Alliance de la biologie médicale (ABM) de ne plus transmettre les données de dépistage Covid à Sidep.

S'il peut « comprendre » la forte réaction de ses collègues libéraux, le SNBH n'est pas favorable à s'associer à leur mouvement, tout simplement car il « ne participe pas aux négociations avec la Cnam » et considère que « le coup de rabot annoncé ne touchera que très peu la biologie hospitalière ». Alors que l'attractivité du secteur est en berne, le syndicat appelle toutefois « à redonner d'urgence un vrai sens au métier de biologiste » et à revoir le financement de la biologie hospitalière.

« Inacceptable »

Même non suivie dans les établissements publics, l'initiative a agacé en plus haut lieu. Le ministre du Budget, Gabriel Attal, a jugé ce jeudi « inacceptable » cet arrêt d'alimenter le Sidep. « On a la chance d'avoir des biologistes médicaux très engagés dans notre pays et on a eu la chance de les avoir pendant la crise Covid, ils nous ont aidés à résister en réalisant énormément de tests, ces tests leur ont permis d'augmenter leur chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros », a-t-il déclaré sur franceinfo, tout en rappelant que les marges du secteur étaient passées « de 18 % à 26 % ».

Le ministre du Budget indique ainsi « assumer » de leur demander « un effort » dans le budget de la Sécurité sociale pour 2023. « Tout le monde fait des efforts (...) dans des secteurs qui ont eu un certain nombre de bénéfices ces dernières années (...) à un moment il faut qu'il y ait une contribution évidemment qui soit apportée », a affirmé Gabriel Attal.

Double peine

Une mise au point plutôt mal reçue par le réseau « Les Biologistes Indépendants », par ailleurs membre de l'ABM. Davantage implantés en milieu rural, ces laboratoires ont réalisé « deux fois moins » de tests Covid que les groupes financiarisés et vivent l'économie demandée par le gouvernement « comme une double peine ».

« Les biologistes indépendants ne représentent plus que 35 % de la biologie française, alors qu'ils assurent un maillage territorial vital pour nos concitoyens », conclut le regroupement de laboratoires.

Fil d'actualités

France Info (avec AFP) – [Opposés au budget de la Sécurité sociale, les biologistes menacent de cesser d'alimenter le fichier de données des tests Covid-19](#)

Actu.fr – Les laboratoires ne vont plus transmettre les résultats des tests Covid : on vous explique pourquoi

26/10/2022

Les laboratoires de biologie médicale protestent contre la baisse de leurs tarifs. Ils suspendent la transmission des résultats des tests Covid sur la plateforme nationale SI-DEP.

C'est un coup de gueule des laboratoires de biologie médicale, ceux-là mêmes sollicités depuis la crise sanitaire pour participer aux campagnes de dépistage du Covid-19.

À compter du jeudi 27 octobre 2022 et « jusqu'à nouvel ordre », « la transmission des données de dépistage du Covid-19 sur la plateforme SI-DEP (système d'information de dépistage du Covid-19) » est suspendue », annonce ce mercredi dans un communiqué l'Alliance de la Biologie Médicale (ABM). Sont concernés les résultats des tests PCR, antigéniques et sérologiques réalisés en laboratoire.

L'organisation, qui fédère l'ensemble des acteurs de la biologie médicale française, représentants syndicaux (Biomed, SDB, SLBC, SNMB) comme des réseaux de laboratoires (Biogroup, Cerba HealthCare, Eurofins, Inovie, LBI, Synlab, Unilabs), justifie cette action en dénonçant « la surdité des pouvoirs publics sur les risques qu'un rabet de 250 millions d'euros chaque année jusqu'en 2026 ferait peser sur les laboratoires de biologie médicale ».

Après plusieurs avertissements et à défaut de dialogue avec le gouvernement sur le coup de rabot imposé à la profession, les acteurs de la biologie médicale suspendent la transmission des données SI-DEP.

Alliance de la Biologie Médicale

Pourquoi une telle décision ?

Cette décision intervient dans le cadre de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2023, dont la partie 3 était soumise au 49.3

Dans le texte retenu par le gouvernement figure l'article 27, prévoyant « d'imposer une baisse de 250 millions d'euros par an jusqu'en 2026 sur les dépenses de biologie courante ». Le gouvernement souhaite ainsi les obliger à revoir à la baisse par arrêté les tarifs de leurs examens courants (hors dépistage Covid)

Cette mesure ainsi que l'amendement visant à garantir malgré tout un maintien du maillage territorial inquiètent les professionnels de biologie médicale, qui craignent des « risques majeurs qu'une nouvelle baisse structurelle du budget des actes de biologie du quotidien ferait peser sur la profession – en termes de maillage territorial, d'emploi, de capacité d'investissements, etc ».

À la place, ils proposaient une solution alternative, une « contribution exceptionnelle centrée

sur leur suractivité exceptionnelle due au Covid ».

Non à un rabet aveugle sur les dépenses de biologie courante. Il serait impensable de clouer au piloris, en lui imposant 20 % du total des économies demandées, une profession exemplaire qui a permis à la Sécurité sociale d'économiser 5,2 milliards d'euros ces 9 dernières années et représente à peine 2 % du total des dépenses de santé.

Alliance de la Biologie Médicale

« Face à ce refus manifeste des pouvoirs publics d'entendre leurs préoccupations, les membres de l'Alliance de la Biologie Médicale ont décidé de prendre des mesures fortes pour démontrer aux pouvoirs publics la dangerosité d'un tel projet », explique l'organisme.

Qu'est-ce que ça change pour les usagers ?

Dans ce bras de fer entre biologistes et gouvernement, quelles conséquences pour l'utilisateur ?
« Aucune conséquence », assure à actu.fr un porte-parole de l'Alliance de la Biologie Médicale. Les patients qui viennent se faire tester en laboratoire continueront bien de recevoir leurs résultats.

Mais les laboratoires ne transmettront plus ces informations à la plateforme nationale SI-DEP, qui permet en grande partie d'assurer le suivi de l'épidémie en France. Dans les prochains jours, il sera donc difficile d'avoir une bonne vision de la situation de l'épidémie dans le pays.

Une condition pourtant obligatoire pour que les laboratoires se fassent rembourser les tests par l'Assurance maladie. « Cette décision a un coût financier non-négligeable pour les biologistes médicaux », pointe l'Alliance, estimé au total « à 14 millions d'euros par semaine », nous précise-t-on.

Sollicité par actu.fr, le ministère de la Santé ne s'est pas encore exprimé sur le sujet.